

Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique

Rapport annuel 2018

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

AFRICA CLIMATE CHANGE FUND



Sigles et abréviations

AEDD	Agence pour l'environnement et le développement durable
BAD	Banque africaine de développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CMR	Cadre de mesure des résultats
COP	Conférence des Parties
CS	Comité de surveillance
CSE	Centre de suivi écologique
CT	Comité technique
EAD	Entités d'accès direct
FAE	Facilité africaine de l'eau
FCCA	Fonds pour les changements climatiques en Afrique
FENU	Fonds d'équipement des Nations unies
FVC	Fonds vert pour le climat
GWP	Partenariat mondial de l'eau
IFD	Institution de financement du développement
KOAFEC	Coopération économique Corée-Afrique
PACC	Plan d'action sur les changements climatiques

Table des matières

Sigles et abréviations 3

1. Introduction 4

2. Bilan des progrès réalisés 5
   - 2.1. Exécution du projet 5
   - 2.2. Évaluation de la réserve de nouveaux projets 12
   - 2.3. Gestion des fonds et mobilisation des ressources 13
   - 2.4. Coordination et partenariat 13
   - 2.5. Sensibilisation et communication 15

3. Gestion financière 18

4. Conclusions, enseignements, perspectives 19
   - 4.1. Enseignements tirés 19
   - 4.2. Perspectives pour 2019 20

Annexes 21
- Annexe 1: Statut des projets approuvés 21

LE FCCA EN BREF 27

01 Introduction

Avec la signature de l'Accord de Paris, en 2015, les pays africains se sont massivement engagés, par le biais de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), à bâtir des économies résilientes au changement climatique et à faible émission de carbone. Mais, pour tenir ces engagements, ils ont besoin de ressources importantes. En tant que première Institution de Financement du Développement (IFD) du continent, la Banque Africaine de Développement (BAD) s'est fixée l'objectif ambitieux de soutenir ses pays membres en portant le financement de la lutte contre le changement climatique à 40 % de ses nouvelles approbations annuelles d'ici 2020. Compte tenu des conséquences notables des changements climatiques sur ces pays, l'accent est mis sur l'adaptation, qui bénéficiera de 50 % du financement climatique.

Le Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique (FCCA) a été créé en avril 2014 avec une contribution initiale de l'Allemagne ; Il a été transformé en 2017 en un fonds fiduciaire multidonateurs avec des contributions de l'Italie et de la région Flandre (Belgique). Le Fonds vise à aider les pays africains à renforcer leur résilience face aux effets négatifs du changement climatique et à assurer leur transition vers une croissance durable à faible émission de carbone.

Le FCCA permet aux pays africains d'accroître leur accès au financement climatique et à renforcer, par la formation et l'assistance technique, leur capacité à mobiliser des fonds. Il apporte aux parties prenantes concernées — au niveau des pays comme au niveau régional — un renforcement ciblé et personnalisé de leurs capacités sur certaines questions clés.

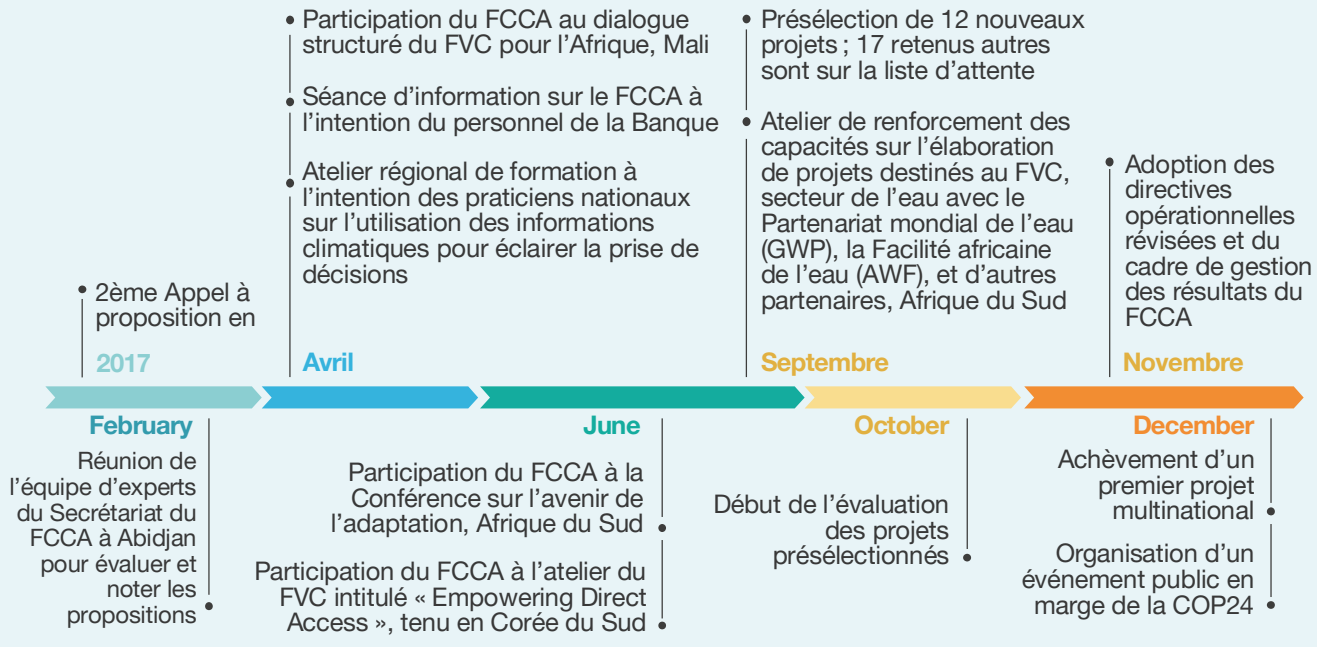
En 2018, le FCCA a progressé dans la poursuite de ses objectifs, malgré les défis auquels il a été confronté. Au sein de son portefeuille de six projets nationaux et de deux projets multinationaux, il a aidé les gouvernements du Kenya, du Mali et d'Eswatini à renforcer leurs institutions et à mobiliser des ressources. Les efforts ont porté notamment sur la conception de stratégies nationales de financement de l'environnement, l'élaboration de projets à soumettre au Fonds Vert pour le Climat (FVC) à d'autres fonds pour le climat, et le renforcement des capacités des parties prenantes africaines en matière de financement et de développement de projets climatiques. Le Fonds a également mené à terme son premier projet en élaborant 25 profils pays sur les changements climatiques afin d'établir une solide base d'informations sur divers secteurs et thèmes en lien avec l'adaptation et l'atténuation. Cette base éclairera les agendas de ces pays en matière de changement climatique et sur la conception de projets visant à obtenir des fonds.

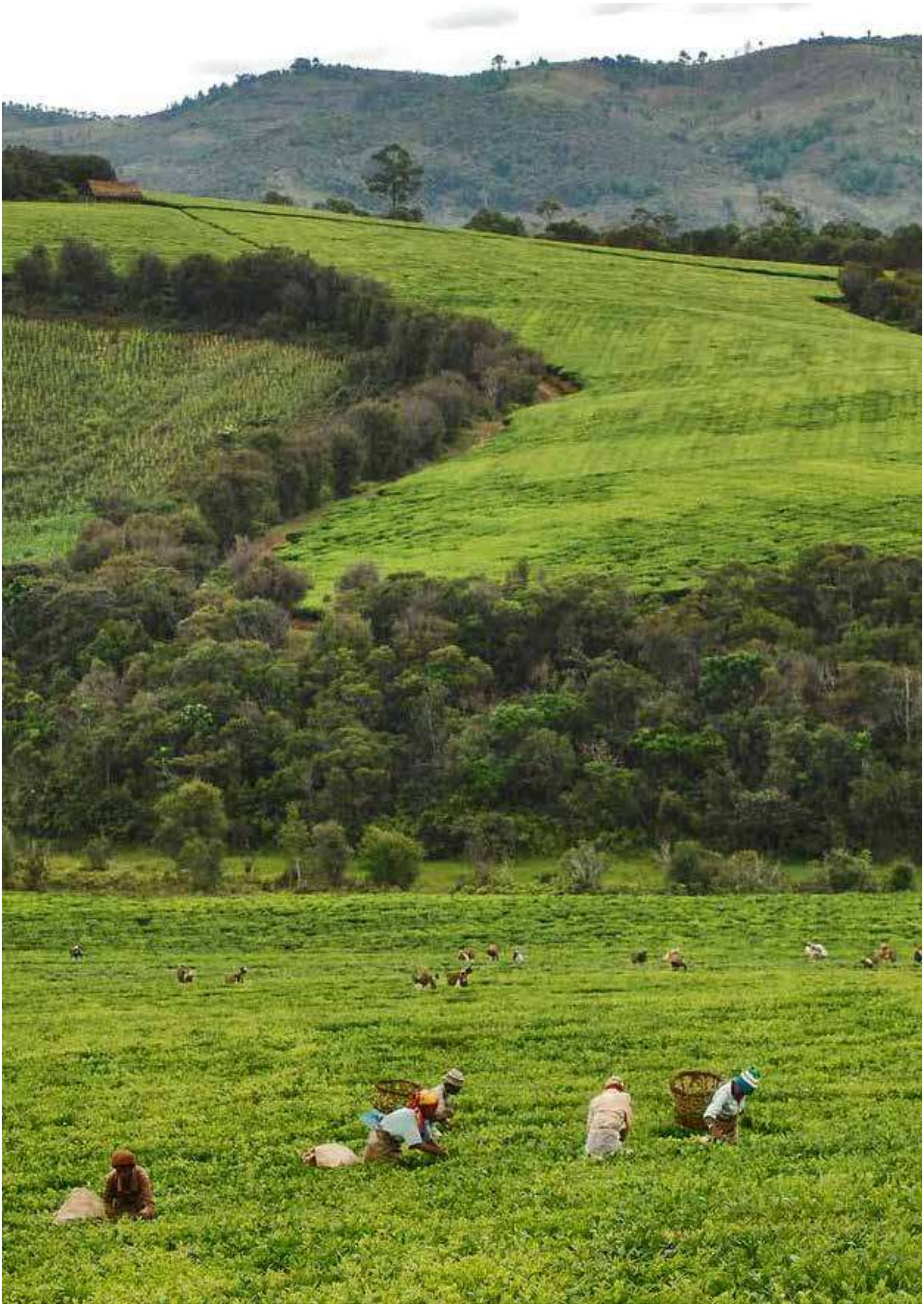
À la suite d'un deuxième appel à propositions, le Comité Technique (CT) du FCCA a approuvé une liste restreinte de 12 nouveaux projets, dont l'évaluation est en cours. Dix-sept autres projets sont sur liste d'attente en attendant la mobilisation de ressources supplémentaires. Ces nouveaux projets piloteront des approches novatrices et impactantes, allant du renforcement de la résilience dans des secteurs clés comme l'agriculture, l'eau, l'autonomisation des femmes, l'entrepreneuriat des jeunes, à l'accroissement de l'accès au financement climatique sur l'ensemble du continent.

En novembre, le Comité de Surveillance (CS) du FCCA a adopté de nouvelles directives opérationnelles qui donnent des orientations détaillées sur son administration et sur le cycle des projets, ainsi que sur le cadre de gestion des résultats qui permet de suivre les progrès par rapport aux objectifs définis du Fonds.

Cette année a également été une année très satisfaisante pour les partenariats. Le FCCA a renforcé les collaborations existantes et développé de nouvelles collaborations, notamment en co-organisant une session de formation pour les acteurs africains du secteur de l'eau sur le développement de projets destinés à recevoir l'appui du FVC, et une manifestation publique en marge de la COP24. Le Fonds a également mis en place une stratégie de communication pour renforcer sa visibilité et ses partenariats avec d'autres entités.

Figure 1
Aperçu des réalisations du FCCA en 2018



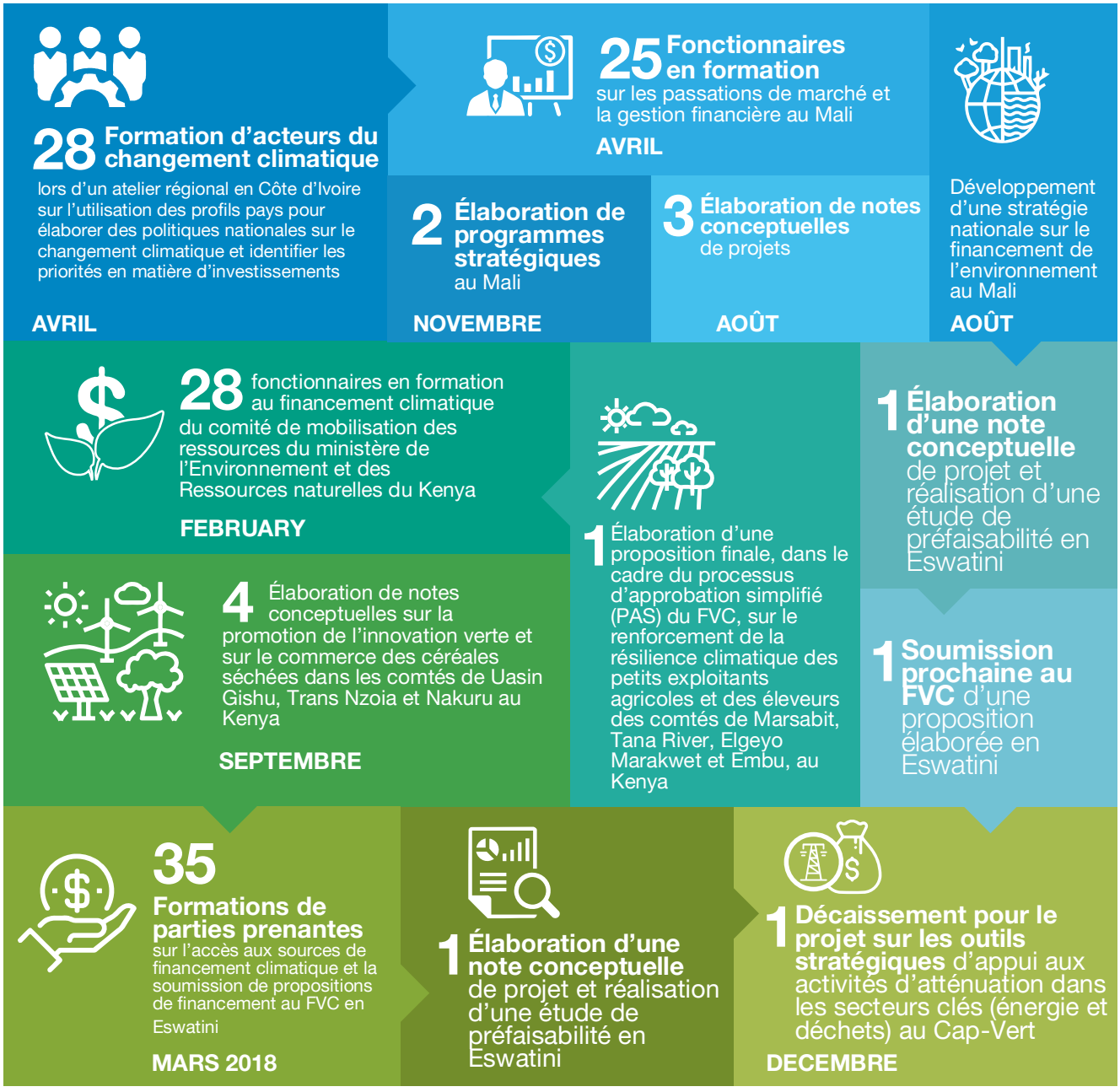


02. Bilan des progrès réalisés

2.1. Exécution du projet

Des progrès ont été réalisés au titre de l'exécution des projets actuels du FCCA : un projet a été achevé, d'autres sont en voie de l'être. Toutefois, les décaissements (0,7 million d'USD) ont été globalement inférieurs au montant prévu de 1,9 million d'USD en raison de retards dans les procédures de passation de marché et de décaissement. Un des projets a souffert notamment d'importantes difficultés au niveau des passations de marché occasionnant un retard considérable. La figure 2 ci-dessous donne un aperçu des progrès réalisés en 2018. La figure 3 illustre la répartition géographique du portefeuille de projets du FCCA.

Figure 2
Aperçu des principales réalisations pour les projets de 2018



Mali Soutien à la transition vers une économie verte résiliente au climat

Le projet du FCCA appuie le cadre stratégique national du gouvernement du Mali en matière de résilience climatique et d'économie verte. Les activités initialement prévues ont été exécutées à moindre coût, ce qui a permis de réaliser une économie de 112 000 USD sur le montant total du Don réalloué sur des projets pouvant mobiliser un financement climatique conséquent

Les activités réalisées en 2018 comprennent :

- L'élaboration de deux programmes stratégiques avec une approche économique visant respectivement à la transition vers une économie climato-résiliente et une économie verte. Ces programmes englobent les grandes priorités de l'agenda de développement vert au Mali, et appuient l'identification des projets à élaborer en vue d'un financement.
- L'élaboration de trois notes conceptuelles de projets pour soumission au FVC; ces projets sont axés sur l'utilisation de déchets solides pour produire de l'électricité, la promotion d'énergies renouvelables et la gestion de l'eau pour une agriculture résiliente au climat.
- L'identification de cinq projets sur l'adaptation et la résilience à l'intention des acteurs du secteur privé. Ces projets seront présentés aux secteur privé lors d'un atelier sur le financement de la lutte contre le changement climatique afin de susciter leur intérêt sur les opportunités d'investissement et encourager des possibilités de collaboration entre secteur public et secteur privé.
- L'élaboration d'une stratégie nationale visant à garantir la disponibilité d'un financement accru et cohérent pour s'attaquer aux grandes questions environnementales. La stratégie sera soumise à l'approbation du Conseil national de l'environnement et présentée pour validation lors d'une réunion interministérielle. Elle pourrait alors devenir un document de politique nationale à mettre en œuvre par toutes les parties prenantes concernées.
- Un programme de formation ciblé a permis de renforcer les capacités en matière de passation de marchés et de gestion financière de 25 membres de l'Agence pour l'environnement et le développement durable (AEDD). Cette formation est cruciale pour la gestion fiduciaire de l'AEDD et pour la demande d'accréditation par le Fonds d'adaptation

Bien que les activités du projet aient été menées à bien, les décaissements en 2018 ont pris du retard dans les procédures de traitement des contrats et de décaissement. En conséquence, plusieurs paiements demandés vers la fin de 2018 n'ont été traités qu'au début de 2019.

À la demande de l'organe d'exécution, la Banque a approuvé l'affectation des fonds restants à la poursuite des objectifs fixés en élaborant deux propositions de projet visant à mobiliser des ressources supplémentaires, à hauteur de 1,5 million d'USD, auprès du Fonds d'adaptation. Un système numérique de suivi-évaluation a également été mis en place pour l'AEDD, afin de renforcer l'évaluation des résultats et l'établissement de rapports.

Cabo Verde progrès dans les projets d'énergie propre

Le projet mené au Cap-Vert vise à renforcer la capacité nationale à accéder au financement climatique à l'appui de ses objectifs de développement à faible émission de carbone ce dernier a connu quelques retards dans le recrutement de l'agence de consultants chargés de mener les principales activités, étant donné un contexte national en constante évolution. Le recrutement est désormais quasiment finalisé presque terminé, une société chargée d'identifier et d'évaluer des entités potentielles à accréditer, de dispenser une formation et d'élaborer des notes conceptuelles de projet pour le FVC sera engagée en janvier 2019. Un premier décaissement de 28 500 USD a été effectué pour soutenir la première série d'ateliers consultatifs. Les activités redémarreront au début de 2019, et les conditions sont réunies pour que le projet avance sans heurts et rattrape le temps perdu.



Kenya progrès dans l'agenda pour la croissance verte

Le projet, en cours d'exécution, vise à élaborer des propositions de mobilisation de fonds climatiques et à renforcer les capacités des parties prenantes kényanes en matière de climatique. Lancé en janvier lors d'un atelier qui a enregistré la participation de 28 acteurs, le projet s'est poursuivi tout au long de l'année sous la forme de diverses activités, et en particulier par:

- La formation en février, par un expert en financement climatique recruté par NETFUND, de 28 membres du comité de mobilisation des ressources du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles. Les participants, issus de tous les grands secteurs de l'économie kényane (dont 16 des ministères et autres organismes gouvernementaux), se sont pleinement investis dans l'élaboration de propositions de financement stratégiques conformes aux priorités nationales
- La promotion d'une agriculture climato-intelligente par (i) une étude des politiques agricoles et économiques vertes des publications détaillant les conclusions et recommandations pertinentes pour une agriculture respectueuse du climat ; et (iii) l'élaboration de trois notes conceptuelles et d'une proposition complète à soumettre au secteur de l'agriculture climato-intelligente du FVC.
- L'élaboration d'une note conceptuelle sur des méthodes climato-résilientes d'entreposage, de stockage et de commerce des céréales séchées dans les comtés d'Uasin Gishu, de Trans Nzoia et de Nakuru.

L'expertise acquise par le comité de mobilisation des ressources permettra d'intensifier le financement climatique au Kenya vers la réalisation de sa vision d'une politique verte d'ici à 2030. Trois des quatre principales activités du projet ont été achevées en 2018 ; la quatrième — dans le secteur forestier — a connu des retards dans la passation des marchés ; en raison du nombre très faible de propositions reçues, et la nécessité de relancer un appel à candidatures pour le recrutement du consultant.

Le montant des décaissements en 2018 a également été plus faible que prévu car les processus internes d'approbation des paiements par le gouvernement ont pris plusieurs mois. Les décaissements pour les activités achevées au cours du second semestre de 2018 devraient intervenir au début de 2019.

Eswatini progrès vers un développement à faible émission de carbone et résilient au climat

Le projet, qui vise à renforcer la capacité du pays à investir dans un développement à faible émission de carbone et résilient au climat, est en voie d'achèvement. Parmi les réalisations de 2018, mentionnons :

- La formation de 35 parties prenantes de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et des institutions publiques à l'accès aux sources de financement climatique et à l'élaboration de propositions de financement par le FVC ;
- L'élaboration d'une note conceptuelle de projet pour le FVC, qui renforcera la résilience au changement climatique des populations les plus vulnérables d'Eswatini avec l'introduction d'une approche de gestion intégrée issue de la base (bottom-up) dans les écosystèmes de montagne ; et
- Une étude de préfaisabilité pour améliorer la note conceptuelle.

L'Agence d'exécution est en pourparlers avec le PNUE et d'autres partenaires pour faire avancer la note conceptuelle, et une proposition de projet complète devrait être soumise au FVC en 2019. Ces activités ont contribué à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la politique nationale en cours d'élaboration en matière de changement climatique.

Zanzibar renforcer la capacité nationale à intégrer la résilience climatique

Le projet, se fixe pour objectifs de renforcer les capacités de résilience aux changements climatiques — aux niveaux national et intranational — et à élaborer des notes conceptuelles pour mobiliser des financements en faveur des secteurs les plus vulnérables malgré des efforts, des difficultés ont entraîné des retards dans le processus d'exécution. Celles-ci ont été liées à une restructuration des ministères, et notamment à un changement de l'organe d'exécution, avec des changements de personnel touchant deux membres clés de l'équipe de projet : le coordonnateur et l'expert en passation de marchés, ce qui a entraîné une interruption du processus. La Banque prévoit d'envoyer une mission au Zanzibar au début de 2019 pour régler ces difficultés et former la nouvelle équipe sur le processus d'acquisition de la Banque.



Côte d'Ivoire renforcer la préparation du pays au financement climatique

Le projet vise à renforcer la capacité du pays à mobiliser des ressources internationales en faveur d'un développement résilient au climat. Le recrutement de deux agences d'experts-conseils chargées d'élaborer deux notes conceptuelles à soumettre au FVC et l'évaluation simplifiée des entités susceptibles d'être accréditées par le FVC, ont été menés à bien. Ils renforceront les capacités techniques et opérationnelles en vue de l'accréditation du pays auprès du FVC et favoriseront l'accès à des fonds internationaux plus importants. L'acquisition de matériel informatique et logistique a été faite. Les activités du projet ont été lancées au début de 2019.



PROJETS MULTINATIONAUX

Renforcer l'accès aux informations climatiques en Afrique : élaboration de changement climatique

L'Université du Cap a établi 25 profils pays de changements climatiques, qui fournissent des informations sur les vulnérabilités climatiques, les émissions de gaz à effet de serre dues aux pratiques agricoles et les priorités nationales en matière d'atténuation des changements climatiques afin d'appuyer la planification d'un développement climato-compatible et l'élaboration de projets conformes aux CDN.

En 2018, le projet de renforcement des capacités mené par la Banque a atteint son terme avec un troisième atelier régional en Côte d'Ivoire, mené en avril 2018, qui a réuni 26 acteurs du changement climatique. L'atelier a contribué à renforcer la capacité des participants à utiliser l'information produite par les profils pays pour élaborer des politiques nationales sur le changement climatique et définir les priorités en matière d'investissement dans ce secteur.

RÉSUMÉ DU PROJET DANS L'ENCADRÉ 1

Intégrer la résilience climatique dans les projets d'infrastructure transfrontalières

Ce projet, mené par la Banque, vise à assurer une formation sur l'intégration de la dimension climatique dans les projets d'infrastructure régionaux et sur l'élaboration de projets pour le FVC. L'élaboration de deux notes conceptuelles pour des projets d'infrastructures énergétiques climato-résilientes a progressé à la suite de réunions consultatives avec les parties prenantes au Lesotho et en Eswatini. La Banque a soumis ces notes conceptuelles au FVC pour commentaires. L'élaboration des propositions de financement complètes devrait être terminée en 2019.

ENCADRÉ 1

RENFORCER LA CAPACITÉ DES PAYS AFRICAINS À UTILISER LES INFORMATIONS CLIMATIQUES POUR GUIDER LA PRISE DE DÉCISIONS ET METTRE EN ŒUVRE LES CDN

Le projet a élaboré une série de profils sur les changement climatique de 25[1] pays africains qui apportent une réponse de premier niveau aux besoins du continent en matière d'informations climatiques. Il a rempli son objectif qui était d'améliorer l'information sur les risques et les impacts prévisibles, les options d'adaptation, les principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre et les solutions en matière d'atténuation. En outre, il a formé des praticiens du changement climatique et des personnels des ministères compétents notamment les services de planification et les départements sectoriels à l'interprétation et à l'utilisation efficace des informations contenues dans les profils nationaux. À son achèvement, le projet a :

- **Produit 25 profils pays sur les changements climatiques, qui fournissent des informations sur un large éventail de secteurs et de thèmes d'adaptation et d'atténuation ;**
- **Renforcé les capacités de plus de 50 personnes représentant au moins 26 pays sur l'utilisation de l'information fournie par les profils pays pour guider la prise de décisions sur les questions liées aux changements climatiques ; et**
- **Élaboré de nouvelles méthodologies et approches propres à chaque pays consistant à identifier les modèles de circulation générale (MCG) les mieux adaptés et les données historiques utilisées pour élaborer les prévisions climatiques. Ces travaux contribueront à la montée en puissance des projets des pays concernés (ou bénéficiaires)**



[1] Le projet prévoyait à l'origine d'élaborer 54 profils, mais les activités ont été révisées après approbation

Figure 3
Portfolio FCCA

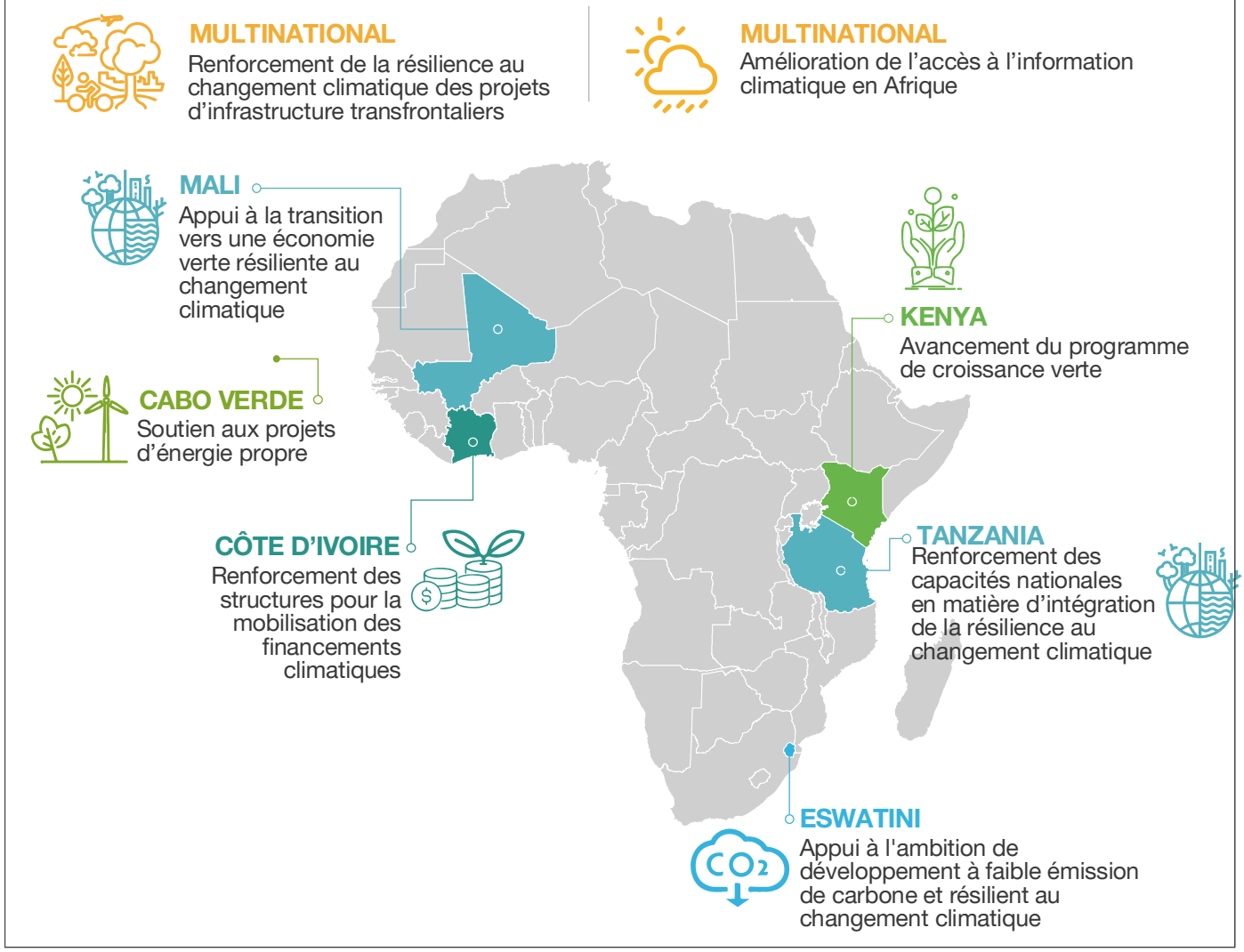


Tableau 1
Chiffres de décaissement des projets par le FCCA

Titre du projet	Pays	Status	Montant engagé (US$)	Décaissements en 2018 (US$)	Décaissements Cumulés au 31/12/2018 (US$)	Décaissements au 31/12/2018 en % du total
NATIONAL						
Soutenir la transition vers une économie verte résiliente au climat	Mali		404,000	125,257	136,958	34%
Soutenir un développement à faible émission de carbone et résilient au climat	Eswatini		305,000	107,959	136,959	45%
Renforcer la capacité nationale à intégrer la résilience climatique	Tanzanie		361,515	67,000	67,000	19%
Faire progresser des projets d'énergie verte	Cabo Verde		495,036	28,500	28,500	6%
Faire progresser l'agenda de la croissance verte	Kenya		550,603	0	158,202	29%
Renforcer la préparation au financement climatique	Côte d'Ivoire		429,422	91,525	91,525	21%
MULTINATIONAL						
Renforcer l'accès aux informations climatiques en Afrique à travers les profils-pays	Multinational		420,000	213,544	381,146	91%
Intégrer la résilience au climat dans les projets d'infrastructure transfrontières	Multinational		346,600	77,638	257,811	74%
MONTANT TOTAL			3,312,176	711,423	1,258,100	

Activités en cours
Procédures de passation de marché en cours
Projet achevé

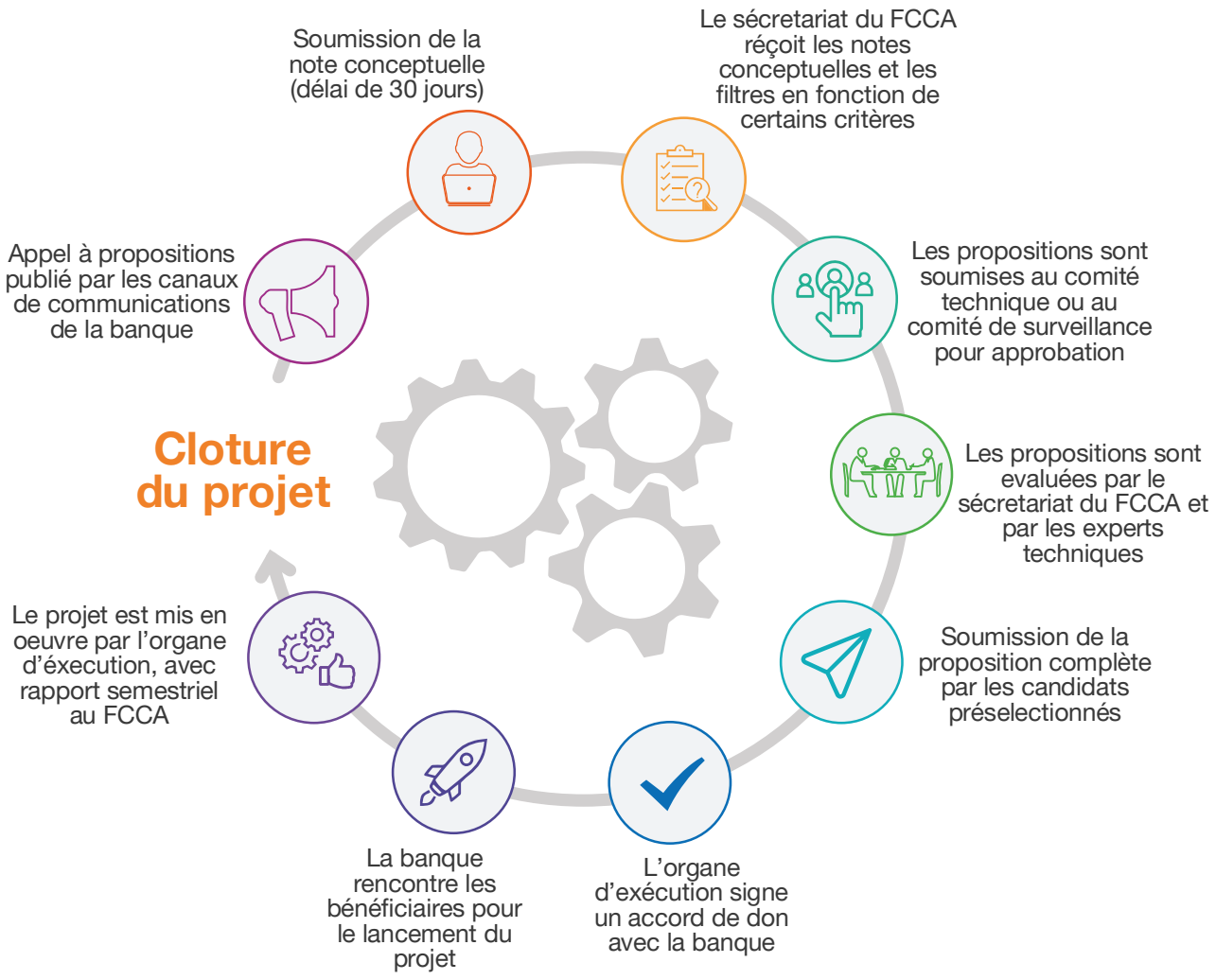
2.2. Évaluation de la réserve de nouveaux projets

Le FCCA a commencé l'année en soumettant 35 propositions complètes présentées par les candidats présélectionnés. L'équipe d'experts indépendants s'est réunie à Abidjan en février pour examiner et noter les 35 propositions et élaborer son rapport. Après de longues discussions sur les critères de sélection appropriés, il a été décidé de rechercher un équilibre entre les projets ayant des notes techniques élevées et ceux ayant un potentiel de transformation important. Le comité technique a approuvé une liste restreinte de 12 projets en septembre et a placé sur une liste d'attente 17 autres projets ayant reçus une bonne notation, en attendant une mobilisation de ressources supplémentaires. L'évaluation des propositions complètes a commencé en octobre. En raison du retard pris, le FCCA n'a pas pu atteindre son objectif de 3 millions d'USD pour 2018. L'évaluation de la première série de projets devrait être achevée au cours du premier trimestre 2019.

Le retard pris dans la validation de la liste restreinte des projets a également retardé l'approbation d'autres documents, notamment le rapport annuel 2017 et le programme de travail annuel 2018, en raison du report de la réunion du comité technique. En conséquence, les documents n'ont été soumis au comité de surveillance (CS) qu'en octobre et la réunion des membres du comité a été reportée à septembre 2019.

La figure 4 ci-dessous résume le processus d'évaluation des projets du FCCA et le calendrier provisoire.

Figure 4
Le cycle des projets du FCCA



2.3. Gestion des fonds et mobilisation des ressources

À la suite de la transformation du FCCA en un fonds fiduciaire multidonateurs en 2017, ses directives opérationnelles et son cadre de gestion des résultats révisés ont été approuvés, après plusieurs allers-retours et modifications. Les nouvelles directives opérationnelles intègrent les enseignements tirés des opérations du fonds bilatéral et d'autres fonds fiduciaires de la Banque afin (i) d'améliorer l'efficacité du cycle des projets et rationaliser certains processus, (ii) d'élargir l'éventail des activités éligibles pour encourager l'innovation et la souplesse, (iii) de clarifier les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes et de renforcer la responsabilisation, notamment pour les projets exécutés par la Banque. Il subsiste quelques problèmes liés à l'exécution des opérations des fonds fiduciaires, qui ne peuvent être réglés par les directives opérationnelles et qui gagneraient à trouver une solution à l'échelle de la Banque, car ils ne sont pas propres au FCCA. Certaines de ces difficultés sont abordées en section 4 ci-dessous.

Le cadre révisé de gestion des résultats définit les résultats et les produits que le Fonds cherche à atteindre au cours du cycle de financement 2018-2022, ainsi que les indicateurs, et les présupposés risques qui les accompagnent. Il permettra d'évaluer les progrès réalisés dans la poursuite des objectifs du Fonds et de suivre la manière dont le FCCA contribue à la réalisation des objectifs fixés dans le Plan d'Action de la Banque sur les Changements Climatiques (PACC), notamment pour ce qui est de créer un environnement favorable par le renforcement des capacités institutionnelles, et de soutenir l'accès des pays africains à la finance climatique.

Mobilisation des ressources

Malgré la pertinence des projets du deuxième appel à propositions, le financement disponible de 7 millions d'USD ne peut soutenir que 10 projets environ. Il reste donc un important déficit de financement de plus de 15 millions d'USD. Le FCCA s'était fixé comme objectif de réunir 10 millions d'USD en 2018. Cet objectif n'a pas été atteint, en partie en raison des retards pris dans la réserve de projets. Les questions juridiques concernant les conditions liées au financement des donateurs ont également freiné des occasions de mobilisation de ressources. Toutefois, le Secrétariat du FCCA poursuit son engagement auprès de divers donateurs disposés à contribuer au fonds et des pistes positives sont entrevues Ces efforts se poursuivront en 2019.



G-D:
*Gareth PHILLIPS, Chef de Division/ BAD,
*David JACKSON, Directeur, UNCDF
*Anthony NYONG, Directeur / BAD
*Bela Emile KOUAKOU, Chargé de Programme / BAD
*Karim FAKRI, Manager, LoCAL - UNCDF

2.4. Coordination et partenariat

Le Secrétariat du FCCA a continué de collaborer étroitement avec le Secrétariat du FVC et d'autres partenaires pour assurer la cohérence et la complémentarité des activités. Dans ce cadre, plusieurs partenariats ont été engagés entre le FCCA et le FVC.

Renforcement des capacités des pays africains pour accéder au financement du FVC en faveur de projets liés à l'eau

En septembre 2018, le FCCA s'est associé au Partenariat mondial de l'eau, à la Facilité africaine de l'eau, au Fonds vert pour le climat et à d'autres partenaires pour organiser un atelier de trois jours sur « la préparation de projets hydrologiques résilients au climat en Afrique ». L'atelier, organisé au sein de la Banque de développement de l'Afrique australe à Pretoria, a contribué à renforcer les capacités de 100 représentants des entités d'accès direct (EAD) actuelles et potentielles du FVC, des ministères de l'eau, Des aménageurs de ressources en eau, des gestionnaires de programmes du Partenariat mondial de l'eau en Afrique, ainsi que des coordonnateurs régionaux et des conseillers techniques issus d'universités et de groupes de réflexion. L'atelier a notamment fourni aux participants des orientations sur les priorités du FVC, son mandat et ses critères d'investissement, et sur les modalités et procédures opérationnelles pour fournir un financement climatique par le biais ses différents guichets.

Cette formation a été très importante pour deux raisons essentielles :

- D'une part, elle avait une approche sectorielle axée sur l'eau, secteur important pour la plupart des pays africains.
- D'autre part, une bonne partie de la formation a porté sur la formulation de projets à partir d'idées soumises par les participants. Ces idées, analysées en fonction des exigences du FVC, ont permis d'aller au-delà des approches théoriques, d'examiner des études de cas dans des pays et d'appliquer aux projets certaines exigences de financement du FVC afin de mieux comprendre plus précisément et de façon opérationnelle le mode de fonctionnement exact du Fonds.

Communauté de pratique à la COP24 pour favoriser l'accès des pays africains au financement climatique

En collaboration avec le Centre de Suivi Ecologique (CSE) et Germanwatch, le FCCA a organisé un événement en marge du pavillon de la Banque à la COP24, tenue à Katowice (Pologne) en décembre. Cet événement a permis aux organisateurs et aux parties prenantes d'examiner le rôle de la coopération Sud-Sud pour soutenir l'accès direct de l'Afrique au financement climatique. Il a également souligné le rôle important de la société civile, qui doit veiller à ce que les ressources disponibles en faveur du climat soient déployées là où elles sont le plus nécessaires et afin de renforcer l'impact des fonds alloués aux pays. Le CSE a présenté la communauté de pratique des EAD, initiative que le FCCA appuie depuis sa création, car elle favorise la coopération Sud-Sud en permettant aux EAD accréditées par le FVC et le Fonds d'adaptation de faciliter leur accès au Fonds et d'apporter une aide à leurs pairs tout en travaillant collectivement à fournir aux Fonds un retour d'informations. L'un des principaux résultats attendus de cette communauté de pratique est la constitution en Afrique d'un pool d'experts en financement climatique.



Renforcer l'accès direct au FVC

Le secrétariat du FCCA a participé au dialogue structuré du FVC pour l'Afrique au Mali, ainsi qu'à la semaine de renforcement de l'accès direct pour les EAD en Corée ; le but était d'approfondir la collaboration entre la Banque et le FVC sur la préparation au financement climatique à travers le continent. Ces événements ont été l'occasion d'encourager le Secrétariat du FVC et les EAD à soutenir la communauté de pratique du FVC, ainsi que le contenu d'un programme de formation des formateurs sur l'élaboration de projets du FVC actuellement préparés par la Banque à travers le financement du Fonds de coopération économique Corée-Afrique (KOAFEC).

Mobiliser le financement privé pour l'adaptation au changement climatique

Lors de sa réunion de 2017, le comité de surveillance du FCCA a exprimé un vif intérêt pour que le Fonds s'engage à attirer des investissements du secteur privé dans l'adaptation au changement climatique. Le Secrétariat du FCCA a donc renforcé ses partenariats dans ce domaine en participant à une table ronde lors de l'atelier sur l'avenir de l'adaptation organisé au Cap (Afrique du Sud) par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) ainsi qu'à une table ronde ultérieure au Sommet Climate Chance à Abidjan (Côte d'Ivoire), qui a examiné les questions relatives au rôle du secteur privé dans le renforcement du financement pour l'adaptation et la résilience. Le Secrétariat du FCCA a également pris part au Dialogue de Caux sur la terre et la sécurité, en Suisse, qui a permis de tisser des liens avec diverses parties prenantes intéressées par la participation du secteur privé à l'adaptation dans le domaine de la restauration des terres. Le FCCA a l'intention de s'engager davantage sur cette question en 2019, en poursuivant certaines des collaborations initiées dans le cadre de ces dialogues. Plusieurs projets en cours de réalisation comportent désormais une composante du secteur privé.



2.5. Sensibilisation et communication

En 2018, le FCCA a approuvé une stratégie de sensibilisation et de communication visant à accroître sa visibilité à l'intérieur et à l'extérieur de la Banque. Dans le cadre de cette stratégie, le Fonds a participé à des événements axés sur le financement de la lutte contre le changement climatique auxquels il a pu apporter des contributions techniques. L'engagement auprès des parties prenantes s'est renforcé grâce à la production et à la diffusion d'une brochure actualisée et d'un bulletin résumant les principales réalisations de l'année. Ce document a été largement diffusé parmi les bénéficiaires actuels et potentiels du FCCA, ainsi que les partenaires et le personnel de la Banque ; il a permis de mieux faire connaître le travail du FCCA.

L'engagement auprès du grand public sur les domaines thématiques s'est fait principalement par le biais de blogs et d'un entretien vidéo avec la Coordinatrice du FCCA, largement diffusés de part et d'autre lors de la COP24. À l'avenir, le FCCA restructurera son site Web pour en faire une plateforme de présentation de ses activités et autres initiatives, en incluant sa contribution notamment en matière de produits du savoir, de participation à des événements, de réalisations et d'exemples de bonnes pratiques.

Objectifs dans le plan de travail 2018	Objectifs atteints ?	Explication
OPÉRATIONNALISATION DU FONDS FIDUCIAIRE MULTIDONATEURS		
Adoption des directives opérationnelles et du cadre de gestion des résultats	OUI	Les directives opérationnelles et le cadre de gestion des résultats ont été présentés au comité technique en juillet, et des observations ont été formulées par la suite. La version finale a été adoptée par le comité de surveillance en novembre 2018.
PORTEFEUILLE ET GESTION DES PROJETS		
Achever l'évaluation de 35 propositions complètes et la sélection de 12 projets	PARTIELLEMENT	L'évaluation des projets a été achevée en mars 2018 et une liste restreinte a été approuvée en septembre par le comité technique. La sélection a débuté en octobre.
Approuver 4 à 6 nouveaux projets pour un total de 3 millions d'USD	NON	En raison de retards dans l'approbation de la liste restreinte des projets, l'évaluation a commencé plus tard que prévu et aucun projet n'était prêt à être approuvé à la fin de l'année 2018. Les premiers projets devraient être prêts pour approbation au cours du premier trimestre de 2019.
GESTION DU FONDS		
Réaliser les décaissements pour les projets approuvés pour un montant de 1,9 million d'USD et atteindre les premiers résultats escomptés pour chaque projet.	PARTIELLEMENT	Le décaissement global du portefeuille de projets s'est élevé à 711,423 USD, soit environ la moitié de l'objectif de 1,9 million. Cette situation s'explique en grande partie par des retards dans la présentation et le traitement des demandes de décaissement pour les travaux terminés ; plusieurs décaissements sont prêts à être effectués au début de 2019.
Explorer de nouvelles possibilités de financement pour accroître l'impact du FCCA grâce à une stratégie ciblée de mobilisation des ressources, en vue d'obtenir un nouvel engagement financier d'au moins 10 millions d'USD.	NON	Le FCCA a eu des discussions avec plusieurs donateurs quant à une nouvelle contribution potentielle. La contribution n'a finalement pas été obtenue, mais les discussions se poursuivront en 2019.
Convoquer des institutions nationales en Afrique pour soutenir l'apprentissage Sud-Sud et le renforcement des capacités en matière d'accréditation et de développement de projets pour le Fonds d'adaptation et le Fonds vert pour le climat (FVC)	OUI	Le FCCA s'est associé au Partenariat mondial de l'eau, à la Facilité africaine de l'eau, à la Banque de développement de l'Afrique australe et au FVC pour organiser sur trois jours un atelier de renforcement des capacités pour les entités d'accès direct accréditées au cadre d'élaboration de propositions du FVC pour des projets dans les secteurs de l'eau.
Maintenir une équipe solide au sein du Secrétariat pour assurer la mise en œuvre efficace du programme de travail et du budget.	OUI	Le Secrétariat du FCCA a maintenu ses effectifs au même niveau que l'année précédente, renouvelant les contrats du chargé de programme et de la chargé du portefeuille ainsi que des deux experts du changement climatique. Toutefois, la coordonnatrice du FCCA s'est vu confier une responsabilité supplémentaire en tant que point focal de la Banque pour la CCNUCC, ce qui a réduit considérablement le temps disponible pour coordonner le Fonds.
PARTENARIATS, COMMUNICATION ET SENSIBILISATION		
Renforcer les partenariats du Fonds, notamment en devenant membre du Centre des CDN pour l'Afrique, et co-organiser au moins un événement de sensibilisation à la COP24, en collaboration avec des partenaires.	OUI	Le FCCA a continué de renforcer ses relations avec le FVC, le Fonds d'adaptation, le FENU et d'autres partenaires clé . Il a participé à plusieurs activités de sensibilisation et à co-organisé une manifestation en marge de la COP 24 en collaboration avec le Centre de suivi écologique du Sénégal (CSE) et Germanwatch sur les échanges Sud-Sud pour un accès direct au financement climatique.
Renforcer les communications et la gestion des connaissances du Fonds grâce à une stratégie de communication ciblée.	OUI	Le FCCA a adopté une nouvelle stratégie de communication et élaboré une brochure et un bulletin actualisé. Il apparaît également dans une vidéo – réalisés dans le cadre de la COP24 — sur les travaux de la Banque en matière de financement climatique.

03. Gestion financière

Le tableau 3 ci-dessous donne un aperçu de l'exécution du budget du FCCA pour 2018. Les états financiers du Fonds sont vérifiés chaque année par les auditeurs externes de la Banque. Notons que le montant des fonds disponibles pour les engagements est inférieur au montant demandé dans la réserve des projets présélectionnés et ceux sur la liste d'attente. Pour financer cette réserve de projets, il faudrait mobiliser des ressources à hauteur de plus de 12 millions d'USD.

Tableau 3
Résumé financier (au 31/12/2018) (non audité)

Contributions	(USD)
GIZ GmBH	6,191,640
Italie	5,559,630
Flandres	2,365,800
Intérêts	272,097
Total des fonds	**14,389,167**

Utilisation des fonds	Montant alloué	Décaissé
Engagements des projets	3,312,177	1,258,100
Coûts administratifs	725,464	596,979
Audit annuel	26,208	12,764
Frais de gestion	705,853	90,726
Total	**4,769,702**	**1,958,570**

Engagements cumulés	4,769,702
Montant disponible pour de nouveaux engagements	9,619,465
Décaissements cumulés	1,958,570
Montant disponible pour décaissement	12,430,597

Demande de financement dans la réserve de projets	22,219,071
Besoins de mobilisation des ressources	12,599,606

04. Conclusions, enseignements, perspectives

4.1 Enseignements tirés

Au cours de l'année passée, le Secrétariat du FCCA a identifié quelques enseignements à retenir, assortis de recommandations, en particulier

Trouver un compromis entre missions à effectuer et gestion des coûts

Nombre de retards enregistrés dans l'exécution des projets sont dus à des difficultés de communication et à une compréhension insuffisante des règles et procédures de la Banque par les bénéficiaires extérieurs, en particulier en matière de passation des marchés et de décaissement. Les missions de supervision de projets sont l'occasion de pallier ces lacunes et d'établir des relations de confiance qui améliorent grandement la communication par la suite. Toutefois, pour maintenir des coûts administratifs à un niveau raisonnable, le budget administratif du FCCA ne prévoit pas de couvrir les coûts des missions sur le terrain, qui sont généralement prises en charge par le Département du changement climatique et de la croissance verte. Les missions de supervision ne sont effectuées que lorsqu'un projet se heurte à des difficultés qui ne peuvent être résolues par courriel ou par téléphone. Une plus grande implication des responsables régionaux de la Banque et des chefs de projet basés dans les bureaux régionaux ou les bureaux pays contribuerait à assurer une supervision plus régulière des projets. À mesure que le Fonds prendra de l'ampleur, il sera peut-être utile d'inclure un budget « missions » dans le budget administratif du Fonds.

Définir la responsabilité dans les projets gérés par la Banque

Pour les projets exécutés par les bénéficiaires externes, la Banque signe un accord de don avec le bénéficiaire qui définit les modalités d'utilisation du don et applique ses procédures habituelles de passation de marchés et de décaissement des fonds. Ces procédures garantissent un contrôle adéquat de la gestion du don tout au long du cycle du projet, et leur non-respect peut entraîner le blocage des paiements. Dans le cas des projets exécutés par la Banque, il n'y a pas d'accord de don et la Banque gère les fonds selon les règles de passation des marchés, les modalités d'approbation et les processus de décaissement qu'elle applique à ses propres ressources administratives, sans tenir compte des règles applicables aux fonds fiduciaires. Le FFCA se retrouve dans l'impossibilité d'admonester les chefs de projet. En cas de défaillance dans l'exécution du projet conformément à la proposition approuvée. Dans les nouvelles directives opérationnelles, le FCCA inclut des directives plus strictes pour les projets exécutés par la Banque, et prévoit, avec le département concerné, la signature d'un protocole définissant les exigences liées à ce financement additionnel. Toutefois, l'absence de mécanisme permettant de définir les responsabilités en cas de non-conformité demeure un risque (qui n'est pas propre au FCCA), et la direction de la Banque devra explorer des solutions.

Mettre à disposition un personnel suffisant

Depuis sa création, le Secrétariat du FCCA a réussi à fonctionner avec une équipe très réduite et à maintenir ainsi les coûts administratifs à un niveau raisonnable compte tenu de la très petite taille du Fonds. Le temps du coordonnateur du FCCA et du soutien administratif est entièrement couvert par le Département du changement climatique et de la croissance verte, mais ces personnes ont d'autres responsabilités et ne travaillent pas au FCCA à temps plein. À mesure que le portefeuille du FCCA augmentera, il sera indispensable de désigner un coordonnateur et un assistant administratif à temps plein, en plus des consultants engagés sur le budget du FCCA.

4.2 Perspectives pour 2019

Les principaux objectifs pour 2019 sont les suivants :

- Approuver 10 nouveaux projets pour un total de 7 millions d'USD
- Superviser l'achèvement de sept projets et en retenir les enseignements pour les programmes futurs ;
- Effectuer des décaissements à hauteur de 2 millions d'USD pour les projets approuvés ;
- Obtenir de nouveaux financements à hauteur de 10 millions d'USD de la part des donateurs actuels et potentiels afin de développer les opérations du FCCA mises en attente ;
- Renforcer les partenariats stratégiques en co-organisant des événements et des formations sur la résilience climatique et le financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique ;
- Maintenir un secrétariat robuste, organisé et efficace pour un coût raisonnable ;
- Renforcer la visibilité du Fonds en intensifiant la communication et le partage de connaissances.

En outre, sous réserve du succès de la mobilisation de ressources, le FCCA s'efforcera de lancer un nouvel appel à propositions et d'intensifier la formation et la mobilisation des parties prenantes au niveau des acquisitions et de la passation de marchés selon les règles de la banque.



Annexes

Titre	Soutenir un développement à faible émission de carbone et résilient au climat en Eswatini
Pays	Eswatini
Organe d'exécution	Ministère du Tourisme et des Affaires environnementales
Montant don du FCCA	$ 305,000
Montant décaissé au 31/12/2018	136,959 $
Marchés (Agences/Consultants)	ACCLIMATISE (services de conseil pour l'évaluation de la portée, le renforcement des capacités et l'élaboration de notes conceptuelles et de propositions)
Objectif principal	Le projet soutient la volonté d'investir dans un développement à faible émission de carbone et climato-résilient par l'évaluation et la priorisation des mesures d'adaptation et d'atténuation. Il élabore des notes conceptuelles et des propositions à soumettre au FVC, et prévoit une formation sur l'élaboration et la gestion de projets relatifs au FVC à l'intention des principaux responsables et coordonnateurs de projets dans différentes institutions.
Statut	L'exécution du projet s'est déroulée avec succès et les réalisations de l'année comprennent (1) un rapport initial, (2) un rapport de détermination de la portée pour le pays, (3) un rapport technique et (4) l'élaboration de 4 notes conceptuelles. De plus, un décaissement total de 107 958,61 USD a été effectué (soit 45 % du montant total du projet). Parmi les autres activités en cours figurent l'élaboration d'une proposition d'investissement dans le développement à faible intensité de carbone et résilient au climat pour le FVC et d'un document sur les enseignements tirés, ainsi que le recrutement d'un cabinet d'audit. Une demande de prolongation a été présentée et l'approbation de la Banque est en cours. La date de clôture provisoire est fixée au 31 décembre 2019.

Titre	Renforcer la capacité nationale à intégrer la résilience climatique au Zanzibar
Pays	Zanzibar, Tanzania
Organe d'exécution	Ministère des Terres, de l'Eau, de l'Énergie et de l'Environnement, Zanzibar (MoLWEE)
Montant don du FCCA	361,515 $
Montant décaissé au 31/12/2018	67 000 $
Marchés (Agences/Consultants)	En cours
Objectif principal	Le projet vise à renforcer les capacités nationales en matière de lutte contre le changement climatique et à intégrer la résilience climatique dans la planification du développement aux niveaux national, local et municipal dans quatre secteurs critiques : agriculture, pêche, infrastructure et tourisme. Il appuie l'élaboration de notes conceptuelles de projet visant à mobiliser un financement supplémentaire du FVC afin de renforcer la résilience de ces secteurs. Il soutient en outre l'évaluation de l'accréditation de deux institutions nationales.
Statut	Le projet est en cours et la principale réalisation en 2018 a été le recrutement de la société de conseils pour mettre en œuvre les activités. Les activités en cours comprennent l'élaboration d'un cahier des charges pour le développement d'un site web. La Banque prévoit d'effectuer une mission à Zanzibar au début de 2019 afin de régler les problèmes rencontrés et d'offrir une formation à la nouvelle équipe sur le processus de passation des marchés de la Banque. En 2018, le projet a réalisé un décaissement de 67 000 USD (représentant 19 % du total). La Banque a accepté de prolonger l'échéance à juin 2020.

Titre	Soutenir la transition vers une économie verte résiliente au climat au Mali
Pays	Mali
Organe d'exécution	Agence pour l'environnement et le développement durable (AEDD)
Montant don du FCCA	404 000 $
Montant décaissé au 31/12/2018	136,958.00 $
Procurement (Agences/Consultants)	• CIFOPE AFRIQUE SARL (logiciel) • BEMAP Consulting (formation des responsables de l'AEDD) • KARA Consult (deux programmes stratégiques) • CRG SOGEMA (Stratégie nationale de financement de l'environnement)
Main objective	Le projet vise à soutenir le développement de deux programmes stratégiques pour une économie verte et résiliente au climat : l'un dans les énergies renouvelables, l'autre axée sur l'adaptation dans le secteur agricole. Il contribuera également à l'élaboration d'une stratégie de financement de la transition vers une croissance verte et climato-résiliente et attirera des investissements du secteur privé dans cette transition. Le projet offre également une formation au personnel de l'AEDD sur la gestion fiduciaire et soutient la mise à niveau des logiciels comptables.
Statut	Les trois Agences recrutées ont terminé leurs activités et ont soumis les livrables pertinents à l'équipe du projet. Il s'agit notamment de deux programmes stratégiques visant à créer une économie verte et résiliente, d'une stratégie financière nationale pour l'environnement et de l'installation d'un logiciel de gestion comptable et financière. Le projet a permis d'obtenir un décaissement de 125 427,81 USD (représentant 34 % du montant total). Il a permis de réaliser des économies de 112 000 USD et la Banque a autorisé l'organe d'exécution à utiliser ce montant pour des activités additionnelles visant à obtenir un financement du Fonds d'adaptation et à améliorer le système de suivi-évaluation de l'AEDD. La Banque a également accepté de prolonger le projet jusqu'en décembre 2019.

Titre	Faire progresser des projets d'énergie verte au Cabo Verde
Pays	Cabo Verde
Organe d'exécution	Direction générale de l'environnement
Montant don du FCCA	495 037 $
Montant décaissé au 31/12/2018	28,500 $
Marchés (Agences/Consultants)	PEGASYS (proposition complète au FVC : énergie, déchets et eau)
Objectif principal	Le projet vise à améliorer la capacité d'accès au financement climatique, tout en aidant le pays à atteindre les objectifs proposés en matière de développement à faible émission de carbone, tels qu'ils sont définis dans sa contribution déterminée au niveau national à la CCNUCC. Il soutient le développement de projets d'atténuation dans les secteurs stratégiques de l'énergie et des déchets. Il aidera en outre à mobiliser un financement climatique auprès du FVC pour l'exécution de ces projets et à former, au niveau national, les parties prenantes dans ce secteur.
Statut	Le projet est entré dans sa phase active d'exécution avec l'achèvement du processus de recrutement de la principale société de conseils. Conformément au plan de travail, l'agence entreprendra d'identifier une institution nationale qui sera accréditée pour élaborer les programmes/projets, identifier des sources de financement et élaborer une approche stratégique pour chaque instrument de financement, et renforcer les capacités et les activités de partage des connaissances. Un premier décaissement de 28 500 USD (représentant 6 % du montant du projet) a été effectué sur le compte spécial. La Banque a accepté de reporter l'échéance au 31 juillet 2020.

Titre	Faire progresser l'agenda de la croissance verte au Kenya
Pays	Kenya
Organe d'exécution	Fonds fiduciaire national kényan pour l'environnement
Montant don du FCCA	550 603 $
Montant décaissé au 31/12/2018	158,202 $
Marchés (Agences/Consultants)	• INES de SOUSA MOURAO (formation du comité de mobilisation des ressources) • ECO LTD (CN + proposition sur l'agriculture climato-intelligente) • PEGASYS (CN + proposition sur l'innovation verte)
Objectif principal	Le projet soutient le Fonds fiduciaire national pour l'environnement du Kenya (NETFUND) afin d'élaborer des propositions de projets dans les secteurs de la foresterie, de la croissance verte et de l'agroforesterie, et de faire progresser la transition du pays vers une économie verte. Il renforcera la capacité des principales parties prenantes à élaborer des projets et à mobiliser des fonds pour la lutte contre le changement climatique, en coordination avec d'autres initiatives nationales de préparation au financement climatique.
Statut	La phase d'exécution du projet a été lancée en janvier 2018. Vingt-huit membres du Comité de mobilisation des ressources (CMR) relevant du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles ont été formés à la mobilisation des ressources. Toutes les activités prévues ont été exécutées en 2018 et les résultats escomptés sont les suivants : rapport sur la réunion de lancement avec les principales parties prenantes et sur l'examen préliminaire du plan pour une agriculture et une économie vertes et respectueuses du climat, et publications détaillant les conclusions et recommandations concernant les domaines de développement pertinents pour une agriculture climato-intelligente. Parmi les autres livrables, mentionnons le rapport sur l'engagement avec les entités accréditées et sur l'engagement des intervenants, qui décrit les résultats des débats. Une note conceptuelle, élaborée par l'entité accréditée, sera soumise au FVC, et deux notes conceptuelles génériques ont été élaborées sur l'agriculture climato-intelligente. Un décaissement de 158 202,00 USD a été effectué soit 29 % du montant du projet). Parmi les autres activités réalisées en 2018, mentionnons l'examen des politiques, des plans et des publications liés à l'innovation verte, qui exposent en détail les constatations et les recommandations sur les domaines où des projets pourraient être entrepris, ainsi que les rapports sur la collaboration avec les entités accréditées. Trois notes conceptuelles ont également été finalisées. Les activités en cours comprennent une table ronde des donateurs qui se tiendra le 26 mars 2019 et apportera un soutien technique. Une demande de prolongation a été soumise et l'approbation de la Banque est en cours. La date de clôture provisoire est le 31 décembre 2020.

Titre	Intégrer la résilience au climat dans les projets d'infrastructure transfrontières
Pays	Multinational
Organe d'exécution	BAD – Département du changement climatique et de la croissance verte
Montant don du FCCA	346,600 $
Montant décaissé au 31/12/2018	257,811 $
Marchés (Agences/Consultants)	• Richard Swanson (notes conceptuelles au FVC sur 3 projets et formation sur le secteur de l'énergie) • Magnus Quarshie (formation dans les secteurs de l'infrastructure et du transport)
Objectif principal	Le projet appuie le renforcement des connaissances et des capacités et facilite les partenariats pour des projets d'infrastructure africains résilients au climat, en utilisant comme études de cas deux projets d'infrastructure transfrontières : La section togolaise et béninoise du corridor côtier Abidjan-Lagos et le projet hydroélectrique de la gorge de Batoka en Zambie et au Zimbabwe.
Statut	Les principales activités du projet ont été menées à bien et des économies de 139 395 USD ont été réalisées, dont 116 960 ont été approuvés par la Banque pour des activités supplémentaires consistant à appuyer la préparation de notes conceptuelles et à financer la préparation de projets à soumettre au FVC, le solde ayant servi à publier et diffuser les rapports de formation.

Titre	Renforcer la préparation au financement climatique en Côte d'Ivoire
Pays	Cote d'Ivoire
Organe d'exécution	Ministère de l'Environnement et du Développement durable
Montant don du FCCA	429 422 $
Montant décaissé au 31/12/2018	91 524,58 $
Marchés (Agences/Consultants)	• Centre de suivi écologique (entité nationale accréditée auprès du FVC) • EPSILON INNOVATION GROUP (élaboration de la note conceptuelle au FVC + projet au Fonds d'adaptation) • TEHIA Kouakou Armand (spécialiste de la passation de marché) • COFIMA (Audit) • AFRIPART SERVICE (Equipement)
Objectif principal	Le projet aide la Côte d'Ivoire à renforcer sa capacité à mobiliser des ressources internationales pour un développement résilient au climat. Il vise à élaborer une proposition de projet à soumettre au Fonds d'adaptation et une note conceptuelle détaillée à soumettre au FVC. Il formera les experts du gouvernement en changement climatique à la conception et à la gestion de projets et à la mobilisation des ressources pour le financement climatique. Enfin, il appuiera une étude visant à accréditer une institution nationale auprès du FVC.
Statut	En 2018, le projet a beaucoup avancé, notamment en recrutant deux agences pour l'acquisition de matériel informatique et de matériel de bureau (3 ordinateurs portables, 1 projecteur, et fournitures de bureau). Une demande de prolongation a été soumise et l'approbation de la Banque est en cours. La date de clôture provisoire est le 31 décembre 2020.

Titre	Renforcer l'accès aux informations climatiques en Afrique. Profils de changements climatiques
Pays	Multinational
Organe d'exécution	BAD – Département du changement climatique et de la croissance verte
Montant don du FCCA	420,000 $
Montant décaissé au 31/12/2018	381,146 $
Marchés (Agences/Consultants)	UNIVERSITY OF CAPE TOWN (services de conseils pour élaborer des profils de changement climatique pour tous les pays africains en tant qu'aides à la prise de décisions)
Objectif principal	Le projet soutient la collecte d'informations actualisées sur les vulnérabilités au changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre et les possibilités d'adaptation et d'atténuation pour 25 pays africains. Il met également en place une plateforme mondiale pour partager des informations actualisées sur les profils et assurer la formation du personnel travaillant dans les ministères africains de l'Économie et de la Planification.
Statut	Un troisième atelier régional de renforcement des capacités a été organisé en Côte d'Ivoire en avril 2018 pour 26 acteurs du changement climatique. Le projet a permis d'obtenir un décaissement de 213 794,33 USD (ce qui porte le taux de décaissement cumulé à 90 % du montant total du projet). Le projet a atteint la phase d'achèvement.

LE FCCA EN BREF

Le Fonds pour les changements climatiques en Afrique (FCCA) est un fonds fiduciaire thématique bilatéral créé en 2014 avec une contribution initiale de 4 725 millions d'euros de l'Allemagne par l'intermédiaire de son Agence de développement international (GIZ). Cette initiative visait à soutenir les aspirations audacieuses des pays africains à bâtir des économies résilientes face aux changements climatiques et faibles émettrices de carbone dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) à l'Accord de Paris, ainsi que leurs besoins de financement considérables pour atteindre ces objectifs. Au fil des ans, d'autres donateurs ont manifesté leur intérêt et le FCCA s'est transformé au début de 2017 en un fonds fiduciaire multidonateurs, avec de nouvelles contributions de 4,7 millions d'euros de l'Italie et de 2 millions d'euros de la région Flandre (Belgique).

La mission du FCCA est de jouer un rôle important en aidant les pays à atteindre ces objectifs et d'apporter une contribution importante à la réalisation de l'objectif ambitieux que la Banque s'est fixé, à savoir tripler ses financements en faveur du climat pour atteindre 40 % des nouvelles approbations d'ici 2020. Il accorde des dons modestes aux gouvernements africains, aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux institutions régionales pour aider les pays africains à réussir leur transition vers un développement climato-résilient et faible émetteur de carbone, et à élargir l'accès au financement climatique.

Au cours des trois à cinq prochaines années, le FCCA se concentrera sur deux volets : soutenir les activités préparatoires (élaboration de projets et renforcement des capacités) permettant aux pays africains d'étendre leur accès au financement climatique, et apporter la démonstration de démarches d'adaptation efficaces, à même de renforcer la résilience des communautés vulnérables, notamment des femmes et des jeunes.



Fonds pour les changements climatiques en Afrique
Division du financement climatique
Département du changement climatique
et de la croissance verte
Banque africaine de développement
Bâtiment CCIA | Avenue Jean Paul II, Plateau
01 B.P. 01 1387 | Abidjan, Côte d'Ivoire
Contact: Louise Helen Brown, Coordonnatrice du FCCA
Tel: +225 20 26 42 58
Mail: africaclimatechangefund@afdb.org

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

AFRICA
CLIMATE
CHANGE
FUND